

## Silence, on coupe!

Pierre Raphaël Pelletier

Numéro 71, mars 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42894ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

### ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Pelletier, P. R. (1993). Silence, on coupe! *Liaison*, (71), 48–48.

# Silence, on coupe !

Force est bien de constater, avec le printemps qui ne saurait tarder, que l'État (forme normalement achevée de nos gouvernements) continue à couper fébrilement dans les budgets de la chose publique – en excluant évidemment de ces coupures des petites affaires que certains personnages importants jugent essentielles telles que les hélicoptères militaires pour l'achat desquels on a consenti plus de quatre milliards de dollars.

Eh ! oui. L'État coupe. Coupe et coupe.

Les arts, sans lesquels la culture n'est qu'une manière de vivre au premier degré, à la surface des choses et des êtres, n'y échappent pas. À titre de directive générale, on nous annonce des coupures de 10 %, peut-être plus, qui ne manquent pas à leur tour de déclencher une réaction en chaîne de réductions d'activités et ainsi de suite.

Belle perspective de planification stratégique pour les arts, pour la création artistique au pays (concept qui inclut les provinces sans l'ombre d'un doute constitutionnel).

Belle histoire d'amour à entrevoir entre l'État et les artistes. Mais, hélas, cela n'est pas nouveau. Les relations entre l'État et les artistes – l'art en l'occurrence – ont toujours été difficiles, bizarres, équivoques, incertaines.

*Il y a eu des progrès*, nous dit-on. *À quelle lenteur*, devrait-on signaler. *Et à quel prix*, rajouterais-je. La liste de nos artistes sacrifiés est très longue. *Mozart assassiné* des milliers de fois.

Ce genre de gaspillage scandaleux fait partie de la pseudo-mystique qu'entretiennent les gouvernements (et bien souvent les fonctionnaires de la culture). *C'est le prix à payer pour son art*, affirme-t-on.

De toute façon, comme pour s'excuser de cette situation de fait, les gouvernements nous rappellent qu'ils ont toujours crié leur foi en l'avenir de l'art et de ses bienfaits pour la société entière même si, dans les faits qui les confrontent, les budgets gouvernementaux supposément consacrés aux arts ont servi et servent encore à financer la bureaucratie gouvernementale des arts et de la culture.

Or, dare-dare, l'État coupe ! On coupe dans le bien commun artistique en ayant pour modèle de financement à long terme celui du fonctionnement des grandes corporations qui, elles, rentabilisent leurs activités tout en transformant le monde (si ce n'est déjà fait) en un vaste supermarché de produits et de biens qui répondent à la loi de l'offre et de la demande par le biais du dollar omniprésent.

Nous connaissons déjà les discours qui allaient dans le sens de la transformation des entreprises artistiques en industries culturelles comme si le livre, le film, l'oeuvre d'art, l'objet symbolique pouvaient obéir aux mêmes lois de vente, de l'offre et de la demande, que celles qui commandent la production d'une boîte de savon. Ce discours, à mon avis, est truffé de non-sens pour ne pas dire de contradictions viciées. De tout ce que nous pourrions dire là-dessus, notons seulement le fait que produire en un

million de copies une pièce de théâtre de Molière – comme on le ferait pour une boîte de savon – ne la rend pas plus accessible au public. L'accessibilité au *produit artistique* dépend bien avant tout de l'**éducation artistique** qui nous amène à apprécier leur contenu (il est d'ailleurs très révélateur du peu de cas que l'on accorde à l'initiation à l'art et à l'apprentissage de la créativité dans nos écoles et autres lieux de formation).

Or, fort de son credo corporatiste, l'État relègue, par son désengagement à l'endroit des arts, les activités de création artistique à la sphère des activités non rentables, marginales, privées. À la limite, les activités de création artistique existeront toujours, certes, mais elles seront des activités financées primordialement par des individus excentriques qui ne participeront pas vraiment à la prospérité économique du pays.

Les activités de création artistique ne profiteront plus des appuis de l'État à moins, bien sûr, que cela profite à l'État tel que dans les foires ou festivals internationaux que l'on organise pour promouvoir, à travers l'oeuvre d'art, le prestige et le pouvoir des dirigeants d'un pays ou de quelque grande corporation qui se présente en mécène des arts.

Si l'on continue à couper les arts comme on les coupe, la culture qui s'imposera – mais cette fois-ci en envahissant tout l'espace culturel – sera celle de la masse, des produits de masse qui répondent de façon éclatante aux exigences de production, de rentabilité de l'État et des grandes corporations. Cette hégémonie de la culture de masse sera fatale à l'imaginaire humain !

L'art, la création artistique, que nous avons connu comme le cri de liberté de l'homme et de la femme, ne sera plus qu'un rêve que nous réveillerons de temps en temps en consultant les archives du passé de l'humanité.

Et pourtant... pourtant... malgré tout... nous sommes plusieurs à croire et à penser qu'il est encore temps d'éviter le pire en secouant nos gouvernements, en les transformant à la mesure de notre bonheur, en les liant, par toutes sortes d'engagements politiques, par des manoeuvres de pression salutaires, à la manière fondamentale d'être au monde en se créant et en créant ses rapports aux autres.

Rappelons-le une dernière fois ! L'État qui met en péril le financement des activités de création artistique – *in extenso* toute activité de création – se désengage du maintien et du développement de la qualité de vie des citoyens et citoyennes.

Seule la création artistique (et la création tout court) qui est le coeur même de la culture est garante de la matrice d'où peut surgir la richesse économique et politique d'un pays, d'une civilisation. C'est sur cette pulsion créatrice éternellement renouvelable que l'État doit miser.

Or, que l'État (et ses gouvernements) finance en priorité les activités de création artistique, les activités de création dans tous les champs de l'activité humaine ! Et qu'il les finance au plus sacrant pour le plus grand bien de tous, pour le plus grand bien collectif, seule raison d'État qui mérite d'exister !

*Pierre Pelletier*